

Nous n'avons pas compris que notre civilisation n'est transmise d'une génération à l'autre que si nous l'étudions et respectons comme il se doit une civilisation que des hommes civilisés ont réalisée à force de luttas au cours des siècles. La civilisation est donc une chose bien frêle et bien fragile. Au cours des siècles, même si nous n'en avons pas eu conscience, cette minuscule lumière dans un océan d'obscurité a clignoté et s'est presque éteinte. Au lieu de comprendre que notre mode de vie et notre civilisation ne représentent qu'un mince vernis qui peut vite disparaître, nous avons tendance à supposer qu'elle est notre héritage naturel ou qu'elle correspond à l'évolution technologique.

• (4.30 p.m.)

A mon sens, il n'y a qu'un lien très ténu entre la civilisation authentique et les progrès de la technologie. Nous commettons la grossière erreur de penser que la civilisation est une chose dont nous héritons automatiquement, alors que nous devrions nous rendre compte que c'est quelque chose qui demande à être entretenu avec soin et qui est transmis d'une génération à l'autre. J'estime que l'un des plus grands points faibles de notre mode de vie et de notre civilisation actuels est que nous avons affaire à une situation économique telle qu'un seul salaire ne peut suffire à l'entretien de la plupart des ménages et qu'en conséquence trop de mères se voient dans l'obligation de travailler afin d'assurer à leur famille les gains d'appoint qu'il lui faut pour la couverture de ses besoins. Il en résulte que les enfants se voient frustrés de cette solidarité familiale étroite qui est essentielle, à mes yeux, à la transmission, de génération en génération, des valeurs qui nous sont si chères.

Dans le Canada rural et dans les petites communautés, il était de tradition que les familles restent étroitement unies. Dans les petites villes et les régions rurales, elles ont été les gardiennes de ces vertus ancestrales qui font la force d'un pays en temps de crise. Et pourtant, au cours de ces 25 dernières années, la politique économique des gouvernements successifs a ruiné la vie rurale au Canada à un point où le Canada rural de nos jours n'est plus formé que de collectivités éteintes ou en péril, de maisons vides, de terres abandonnées et d'églises et d'écoles désertes.

Ces politiques, tout comme la peste bubonique au Moyen-Âge, ou comme les programmes communistes en Ukraine entre les deux guerres, ont réussi à décimer la population rurale. L'une de ces causes—j'ignore pourquoi, je ne crois pas qu'il s'agisse là de pure malignité—c'est que les planificateurs bureaucratiques, à tous les paliers de gouvernement, semblent considérer les ruraux non pas comme des êtres humains au sens propre du terme, mais comme des automates chargés de produire de la nourriture à bon compte. Leur droit de vivre et de survivre n'est fonction que de leur seule rentabilité. S'ils ne peuvent produire du blé à tant le boisseau, ils n'ont pas le droit d'exister, et ainsi de suite.

Je trouve cet état de choses lamentable. Je ne sais pas pour qui on doit produire cette nourriture à bon marché, s'il s'agit de satisfaire les millions qui pullulent dans nos régions métropolitaines ou si c'est un moyen involontaire de prendre pour acquis qu'on ne peut atteindre un bon niveau de vie dans un cadre rural. C'est peut-être cela, et c'est une grande erreur. Je crois que grâce au matériel moderne une famille peut avoir une bien meilleure vie au sens véritable du mot avec un revenu déterminé dans

un milieu rural ou dans une petite localité que dans une grande région métropolitaine.

En même temps, nous permettons à nos grandes villes de s'agrandir sans plan ni raison comme des cancers, jusqu'à l'étranglement par leurs propres réseaux de transport, par la pollution, le crime et les taudis. Elles chancellent sous un fardeau fiscal auquel elles ne peuvent faire face même pour fournir les éléments essentiels à leur fonctionnement.

Par ailleurs, la croissance désordonnée et sans contrôle de nos villes force un pourcentage grandissant de citoyens à vivre privés des choses essentielles à la vie comme une alimentation convenable et un abri.

Dans la plupart des cas, cette croissance n'est pas planifiée et elle est probablement stipulée par les activités des sociétés. Je veux qu'on me comprenne bien. Le meilleur moyen de mener à bien sur une vaste échelle les opérations requises dans une société moderne est de faire intervenir les sociétés. Mais, ceci dit, je dois ajouter que parce qu'une société n'a pas de corps à fouetter ni d'âme à sauver, elle n'est pas tenue d'être une bonne personne morale dans la société où elle entend vivre et elle ne devrait pas prendre la responsabilité de payer les frais de l'agitation sociale qu'elle crée en fonctionnant dans tel ou tel milieu.

A mon avis, si l'on demandait à nos grandes sociétés, à l'aide d'un régime fiscal rationnel, de supporter au moins une partie des frais supplémentaires que la société doit assumer à cause de la pollution, des embouteillages, de la nécessité de créer de nouvelles écoles ainsi que l'infrastructure routière que nécessite l'installation d'une exploitation industrielle dans un endroit donné, si l'on n'imposait à ces sociétés ne fût-ce qu'une part symbolique de ces dépenses, elles choisiraient mieux les emplacements où elles décident de s'implanter. On ne verrait pas, je crois, des sociétés venir installer de nouvelles entreprises dans les grandes villes déjà surpeuplées, mais elles iraient plutôt s'établir dans les petites villes d'un bout de cette grande nation à l'autre.

Ce n'est qu'en dispersant l'emploi de base à travers tout le pays et en l'associant avec les industries secondaires de service qui créent toujours davantage d'emplois, c'est seulement en conjuguant ces effets, qu'on fera disparaître les disparités économiques régionales. C'est, à mon avis, dans ce domaine de la planification urbaine et de la rationalisation de notre capacité industrielle à titre de nation que le gouvernement central pourrait donner l'exemple aux gouvernements provinciaux.

Je voudrais maintenant aborder brièvement un autre sujet, le genre de leadership que nous donne le gouvernement depuis six ou sept ans. Jusqu'à un certain point, on pourrait peut-être en dire autant de tous les gouvernements qui, à mon avis, ont fait preuve d'hypocrisie et de manque de jugement dans les rapports entre notre pays et le reste du monde et aussi dans nos relations réciproques. Nous ne cessons pas de courir aux quatre coins du monde, avec une attitude de petit saint, cherchant à façonner à notre image certains pays en voie de développement ou à dicter à d'autres les lignes de conduite à adopter. Nous souscrivons au principe de l'autodétermination pour les peuples d'Afrique, pour des pays comme la Rhodésie. Mais, je n'ai jamais entendu le gouvernement déclarer sans la moindre équivoque que le droit à l'autodétermination par des moyens démocratiques appartient aussi à tous les Canadiens.